

saurais mieux faire, avec l'assentiment de la Chambre, que de déposer ce message, ainsi que le message que je lui ai moi-même transmis en votre nom et en celui du peuple canadien tout entier au moment de son départ.

Avant de m'engager dans le débat proprement dit, je tiens à féliciter les motionnaires de l'Adresse. Qu'on ne voie pas là une simple formalité. L'honorable député de Calgary-Sud (M. Smith) s'est acquitté de sa tâche d'une façon telle qu'elle rappelait vraiment les interventions de son père, qui a longtemps siégé parmi nous autrefois.

L'honorable député de Bonaventure (M. Arsenault), que nous devons envier de pouvoir s'exprimer aussi élégamment dans les deux langues officielles, s'est fort bien acquitté de sa tâche. Ces deux honorables députés font partie d'un groupe très nombreux de jeunes députés,—jeunes par l'âge, mais mûris par l'expérience,—qui siègent ici pour la première fois et qui, je le sais, sauront rendre de grands services à leur pays, comme beaucoup d'entre eux l'ont déjà fait au cours de la guerre.

J'ai écouté le premier ministre... (*Exclamations*), ou plutôt j'ai écouté le chef de l'opposition qui nous a donné une idée de ce qu'il pense des questions d'importance publique. Je ne puis guère approuver l'attitude qu'il a adoptée tout le long de son discours. Il a formulé des critiques, parfois insidieuses. Il trouvait à redire contre ceci ou cela. Pourtant, à la fin de son discours, il nous a dit que même si nous n'avions pas de majorité ici et que, par conséquent, le Gouvernement ne jouissait pas de la confiance de la Chambre, il ne proposerait pas de motion de défiance. Pourquoi? Si nous avons tort sur toute la ligne ou si tous nos actes méritent d'être critiqués, pourquoi ne pas prendre l'attitude qui, dans des circonstances ordinaires, serait la plus appropriée?

Pourquoi ne pas permettre que nous passions au vote sur cette question...

L'hon. M. Pickersgill: Seriez-vous déçu?

Le très hon. M. Diefenbaker: ...qui est incontestablement la plus importante, celle de savoir si nous jouissons ou non de la confiance de la Chambre des communes?

L'hon. M. Lesage: Nous vous laissons faire.

Le très hon. M. Diefenbaker: Que mes honorables amis gardent le silence, car j'aimerais bien poursuivre. Leurs sarcasmes les ont déjà chassés de ce côté-ci de la Chambre.

S'ils sont maintenant de l'autre côté, c'est en grande partie parce qu'à force de sarcasme et de mépris, ils avaient engagé nos institutions parlementaires sur la voie de la dégradation.

L'hon. M. Chevrier: Renoncez à ces sornettes!

Le très hon. M. Diefenbaker: Votre voisin de pupitre ne partage pas votre attitude, et si mes honorables vis-à-vis pensent que j'exagère...

M. McIlraith: Vous exagérez, en effet.

Le très hon. M. Diefenbaker: ...mes honorables amis auraient dû se trouver à Presqu'île lors du congrès des jeunes libéraux, il y a quelques semaines. Mon ami, le député de Laurier (M. Chevrier) était absent, mais son collègue de pupitre était là, et il a prononcé, à cette occasion, des paroles fort sages.

L'hon. M. Pickersgill: Comme toujours.

Le très hon. M. Diefenbaker: Il a signalé, après avoir jeté un regard dans la boîte à manœuvres de l'ancien gouvernement...

L'hon. M. Chevrier: Pourquoi ne parlez-vous pas du discours?

L'hon. M. Fleming: Cela vous déplaît!

Le très hon. M. Diefenbaker: Il a décrit, avec des mots dénotant un sens d'observation aussi puissant qu'exact, la raison de ces changements. Ce qu'il y a chez mes amis d'en face, et ce qui était tellement évident dans tout le discours de leur chef, c'est qu'ils ne se rendent pas compte de ce que les choses ont changé. Le député d'Algoma-Ouest...

L'hon. M. Pearson: Ah, non!

L'hon. M. Pickersgill: D'Algoma-Est.

Le très hon. M. Diefenbaker: Le député d'Algoma-Est (M. Pearson) a exposé la situation dans ce qu'il a appelé "une réévaluation poignante". Il a dit qu'il y avait des raisons pour le changement intervenu. Il a signifié que le gouvernement avait été trop longtemps au pouvoir.

L'hon. M. Pearson: Je n'ai pas dit cela.

Le très hon. M. Diefenbaker: En décrivant la situation, il a dit, si l'on en croit la citation, que le gouvernement avait perdu contact avec le peuple. Il a dit que le prestige du Parlement devait être restauré, qu'il y avait, apparemment, une rupture de communication entre les dirigeants et la population. N'était-ce pas, monsieur l'Orateur, ce que nous n'avons cessé de répéter? Cette réunion était, en effet, un des plus grands concours de "qui était le coupable" dont j'ai jamais eu connaissance.

L'ancien ministre des Finances a accepté la plus grande partie de responsabilité pour ce qui était arrivé, parce que, a-t-il dit, la politique agricole n'était pas ce qu'elle aurait dû être. Le seul qui ait repassé le blâme à un autre a été mon ami le député d'Essex-Est